POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET PENSIONS, POUR LA DÉFENSE DES EMPLOIS ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL, POUR LES DROITS ET LIBERTÉS DE TOUS LES SALARIÉS,

TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 27 JANVIER

En ce début d'année 2022, personne ne peut ignorer le contexte social et économique, les augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie comme de l'alimentation et, finalement, du coût de la vie pour toutes et tous, jeunes, actifs, demandeurs d'emploi et retraités.

Personne n'ignore que seuls les salaires, les pensions et les aides et allocations continuent de stagner ou même de baisser au regard de l'inflation, de décrocher par rapport aux qualifications, dans le privé comme dans le public.

Si, dans certains secteurs et entreprises, des mobilisations et des négociations ont permis d'obtenir des revalorisations de salaires, trop souvent encore les négociations sont au point mort ou les propositions des employeurs loin du compte.

Cette situation est d'autant plus inacceptable que selon le journal *Le Monde* du 26 décembre « *après une année 2020 marquée au fer rouge par la crise sanitaire, (…) les résultats des entreprises, dopés par les plans de soutien des Etats, sont repartis à la hausse en 2021* », ce qui a permis aux mieux cotées d'entre elles de distribuer **52 milliards d'euros de dividendes** « *sous taxés* » à leurs actionnaires pour cette même année 2021.

C'est d'autant plus inacceptable qu'à la faveur de la crise sanitaire, et tandis qu'il continuait à supprimer des lits d'hôpitaux (*5 700 suppressions en 2020, plus de 17 000 en cinq ans*), le gouvernement a poursuivi ses contre-réformes attaquant les droits et garanties collectifs des travailleurs, tout en multipliant les mesures dégradant les libertés publiques et renforçant le contrôle et la répression de la population.

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef de la Somme ne peuvent s'en satisfaire et n'entendent pas en rester là !

Sans augmentation du point d'indice et du Smic, il n'y aura aucune avancée pour les salarié.e.s dont les mínima de branche sont actuellement en dessous du salaire de base minimum.

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef de Picardie revendiquent l'abandon de la réforme de l'assurance chômage qui aura pour conséquence d'enfermer de trop nombreux salariés dans des emplois à faible salaire, à temps partiel ou en CDD.

Les retraité.e.s, très massivement mobilisé.e.s, attendent toujours une réponse pour une augmentation immédiate de leur pension, retraite de base et retraite complémentaire, dont la dernière revalorisation a été plafonnée à un niveau très inférieur à l'inflation.

La jeunesse, confrontée à une grande précarité de vie et de travail, à la pauvreté, accentuées par la crise sanitaire, économique et sociale, doit obtenir une réponse à l'encontre des réformes libérales, de l'éducation, de la formation, de l'assurance chômage, décidées par le gouvernement.

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef de la Somme soutiennent les actions et mobilisations organisées dans les jours et semaines qui viennent pour exiger des augmentations de salaires et défendre les emplois et conditions de travail et appellent à une mobilisation interprofessionnelle sur les salaires et l'emploi le jeudi 27 janvier 2022.

Il est urgent et indispensable d'agir toutes et tous ensemble, par la grève et les manifestations, pour l'augmentation immédiate de tous les salaires du privé comme du public, des revenus (allocations etc.) pour les jeunes en formation et en recherche d'emploi, ainsi que d'améliorer les pensions des retraité.e.s.

Partout se démultiplient les grèves pour l'augmentation des salaires, la défense des emplois dans le public et le privé, et le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail. Jusqu'au mois de décembre, dans de nombreux secteurs les salariés n'ont cessé de se mobiliser pour exiger l'augmentation des salaires et défendre les emplois et les conditions de travail.

Pour la CGT, FO, FSU, Solidaires 80 et l'UNEF ces revendications restent à l'ordre du jour. Elles soutiennent les mouvements syndicaux en cours en France métropolitaine et dans les Antilles. Elles appellent l'ensemble des salarié.e.s du public et du privé, des privé.e.s d'emploi, des jeunes et des retraité.e.s du département à répondre massivement à l'appel intersyndical national le jeudi 27 janvier, et au rassemblement à 14 heures devant la maison de la culture.

- L'augmentation immédiate de tous les salaires du privé comme du public, des revenus pour les jeunes en formation (allocations, etc.) et en recherche d'emploi et des pensions des retraité.e.s;
- **La défense des emplois (arrêt des licenciements dans le privé, des suppressions d'emplois dans le public, et création des emplois nécessaires) et des conditions de travail;**
- **L'abandon définitif des réformes de l'assurance chômage et des retraites;**
- **Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.**

RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS LE 27 JANVIER dans la Somme

À 14H devant la Maison de la Culture à Amiens

A 10H à Abbeville